

Fronts médiatiques en Syrie

Le journalisme de guerre a sombré en Syrie, victime des stratégies médiatiques de tous les camps en conflit et des abandons et faiblesses des médias mêmes.

Carme Colomina

Cela fait un bon moment que la Syrie est devenue le conflit le plus dangereux du monde pour les journalistes. Les presque sept ans de violence ont transformé ce pays en la scène d'une guerre de plus en plus complexe qui a mis à l'épreuve des médias en crise. Des reporters précarisés, des attaques directes contre la couverture informative, et des agendas médiatiques confrontés à un conflit clairement dynamique, avec des alliances changeantes, que beaucoup de médias occidentaux se sont entêtés à raconter comme un contentieux entre bons et méchants. Une confrontation sans zones grises, simplifiée dans une réduction à deux camps, les rebelles au régime – comme s'il s'agissait d'un bloc homogène – et les loyaux à Bachar al Assad. Et parmi eux, ceux qui se chargeaient de raconter cette guerre, coincés par un cruel black-out d'information, défiés par l'irruption de nouvelles sources et de nouvelles technologies dans la configuration du récit syrien, des journalistes devenus objectif de guerre, et des responsables soumis au dilemme de choisir entre la frustration de ne pas pouvoir informer sur le terrain, le poids des stratégies de communication gouvernementales et la complexité d'un conflit avec une multiplicité d'acteurs et d'intérêts.

La guerre en Syrie est, depuis ses débuts, une guerre médiatisée. Une guerre de gros titres qui a réussi à maintenir la tension et l'attention médiatique beaucoup plus que d'autres conflits qui sont même plus violents, comme celui de l'Est du Congo qui a causé des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés, ou d'autres guerres aussi déstabilisatrices pour la région que celle du Yémen, qui sont à peine couvertes de façon sporadique dans les grands médias occidentaux. Pourquoi la Syrie a-t-elle réussi à polariser les médias et l'opinion publique et d'autres conflits non ? se demandait la chroniqueuse du *New York Times* Amanda Taub en octobre 2016. En Syrie on a vu confluer une certaine combinaison d'intérêts politiques immédiats des États-Unis qui, selon Taub, ancienne avocate des droits de l'Homme, a servi, par exemple, à juger la politique étrangère de Barack Obama et son pari pour la non intervention, mais, surtout, le conflit offrait « un

cadre émotionnellement attractif de bons et méchants clairement identifiables » pour l'opinion publique américaine. De son point de vue, la guerre syrienne est racontée comme « une convaincante histoire de victimes innocentes et cruels méchants » où l'autoproclamé « État islamique assassine des otages américains et perpète des attaques terroristes contre l'Occident » et le président Bachar al Assad et ses alliés de Téhéran ou Moscou – antagonistes de Washington – « sont responsables de terribles atrocités ».

Un rapport du European Institute for Peace, présenté en 2016 à Bruxelles, dénonçait la façon dont toutes les parties en conflit en Syrie ont « utilisé les médias en tant qu'outil pour imposer la narration du conflit qui leur convient le mieux ». Mais à son tour, la Syrie est aussi devenue l'excuse parfaite pour les gouvernements occidentaux qui s'obstinent à imposer leurs propres discours politiques et médiatiques. La guerre de Syrie s'est imposée comme une toile de fond floue où contextualiser d'autres crises, de l'arrivée des réfugiés et migrants sur la côte grecque aux attaques terroristes de Paris ou Bruxelles. Ces derniers temps, la guerre apparaît dans les médias européens comme un prétexte.

Faiblesse des médias

Si toute guerre présente un front médiatique, la vérité sur le conflit syrien et sur le véritable état du journalisme international a été sacrifiée sur de nombreux autels dans ces presque sept années. Premier abandon : l'information sur le terrain.

La crise économique qui secoue l'Occident depuis la chute de Lehman Brothers, ainsi que la crise sectorielle qui oblige les grands médias à réviser leur survie économique et, surtout, leur capacité d'influence politique et sociale, s'étaient déjà acharnées sur les correspondants à l'étranger bien avant le début de la révolte contre Al Assad. La faiblesse économique des grands médias traditionnels et la précarisation du reporter *free-lance* est la première des nombreuses limitations qui vont marquer la couverture informative de la guerre syrienne.

« À Alep, on payait jusqu'à 500 dollars par jour par journaliste pour pouvoir travailler avec un *fixer* local et 1 000 dollars s'il s'agissait d'un journaliste de télévision » nous racontait récemment dans une interview le photojournaliste Ricard García Vilanova. Tandis que d'autres reporters indépendants comme Antonio Pampliega ont dénoncé qu'on leur a même offert la misère de 45 euros par chronique envoyée depuis une zone de guerre en Syrie. Les grandes agences, les grands médias « ont gagné la partie, évidemment », regrettait Vilanova. Mais, même ceux ayant la capacité économique suffisante et la volonté éditoriale de se trouver sur le terrain doivent faire face, surtout depuis 2013, à la persécution contre une presse de plus en plus gênante pour les intérêts politiques, mais aussi criminels, financiers ou de manipulation des parties en conflit, qui vont multiplier exponentiellement les risques pour les journalistes déplacés en Syrie et dissuader les directeurs et responsables des médias de miser sur l'information de première main. Les affaires d'enlèvement, d'attaques et même d'exécutions de journalistes se sont succédées et intensifiées jusqu'à conduire les Occidentaux à parier pour une sorte d'« externalisation » de la couverture médiatique du conflit. Dans ce processus, les médias ont sacrifié leur capacité de contrôle et de vérification directe des sources d'information.

Journaliste ou activiste

L'irruption des réseaux sociaux précipite l'immédiateté et l'apparition de sources alternatives. Activistes et journalistes syriens s'érigent en la seule opportunité de contrecarrer le black-out informatif. Sur le terrain, tout accès à l'information est partiel mais, dans ce cas précis, de plus, les seules sources mobilisées, préparées très souvent de l'extérieur, pour raconter ce qui se passe en Syrie vont être des personnes « présentant des intérêts intrinsèques au sujet de la guerre » – tel que le dénonce le correspondant du journal britannique *The Independent*, Patrick Cockburn – qui vont nourrir les chroniques des grands médias internationaux. Selon Cockburn, « depuis la Première Guerre mondiale, aucun autre conflit n'a présenté autant de nouvelles fabriquées et de reportages partiels qui se sont imposés dans l'agenda médiatique que la Syrie ».

Le black-out informatif ne va pas seulement changer la logique de l'information mais elle va d'un seul coup faire taire des millions de civils syriens, coincés entre les différents camps en conflit, à la merci des attaques délibérées sur des positions civiles ou victimes de massacres indiscriminés.



Un journaliste syrien prend des photos avec son portable dans un tour organisé par les forces gouvernementales à Al Qaboun, dans la périphérie nord-est de Damas, après avoir récupéré le contrôle des mains des rebelles. Damas, le 16 mai 2017. / LOUAI BESHARA/AFP PHOTO/GETTY IMAGES

Les journalistes, depuis Beyrouth, dans le meilleur des cas, ou depuis les rédactions centrales, vont devoir se spécialiser dans la vérification de comptes Twitter, Facebook ou YouTube, et établir des réseaux de contacts à travers WhatsApp. Condamnés à suivre le conflit en ligne, en temps réel, comme s'il s'agissait d'une fiction. Avec la gêne éthique du voyeurisme forcé et la conscience d'avoir renoncé au premier commandement du journalisme : être les yeux, les oreilles et la voix sur le terrain de ceux que nous devons informer.

Et, cependant, ce journalisme citoyen ou activisme médiatique à travers les réseaux sociaux est devenu incontournable pour tenter de savoir ce qui se passe en Syrie. La BBC, par exemple, travaille avec un réseau de *stringers*, caméramans *free-lance* syriens à qui elle achète les images qui sont ensuite vérifiées par une équipe spécialisée. Depuis 2013, l'agence de nouvelles France Presse forme des journalistes syriens pour créer son propre réseau d'information interne dans le pays. *The New York Times* a renforcé son bureau du Moyen-Orient avec un groupe de journalistes d'enquête chargés de créer et de maintenir un réseau fiable de contacts syriens. L'engagement vis-à-vis de la vérité journalistique, cependant, exigerait que l'on précise aux lecteurs, auditeurs ou spectateurs l'origine de l'information obtenue.

« Cinq ans plus tard, les médias se sont rendus compte qu'ils peuvent faire confiance aux Syriens, mais il s'agit encore d'une exception », regrettait, il y a un temps, la journaliste Zaïna Erhaïm, coordinatrice de

l'Institute of War and Peace Reporting, dans un entretien avec le journal *ARA*. « La plupart continuent de faire au plus simple, parler de l'État islamique ou des réfugiés », ajoutait-elle.

Le facteur EI

L'entrée du groupe État islamique en Syrie a changé la narration médiatique du conflit. Depuis mi 2014, « son extrême brutalité séduit les médias, qui vont jouer un rôle décisif dans sa prééminence » assurait, il y a un certain temps, le chercheur du Brookings Institute de Doha, Charles Lister. « Les articles sur l'EI sont les plus lus », admet une journaliste du *New York Times*. Une fois de plus (comme il est arrivé avec l'irruption médiatique de Donald Trump lors de la campagne présidentielle des États-Unis), la tentation du *clickbait* pèse sur l'*agenda setting* des médias en crise, à la recherche de lecteurs et de reproductions dans les médias sociaux. L'EI va occuper les unes et les gros titres. La force de sa mise en scène, les histoires de journalistes et de travailleurs humanitaires occidentaux devenus les héros de leurs atrocités, l'identification d'un mal capable de s'étendre dans le monde et de séduire des jeunes occidentaux à travers les mêmes réseaux sociaux que les médias utilisent pour savoir ce qui se passe en Syrie, va changer le paradigme de la guerre ou, du moins, la façon de raconter la guerre.

La presse internationale tombe, dans un premier moment, dans le panneau de la stratégie médiatique de l'EI, jusqu'à ce que s'impose la ligne éditoriale de ne pas publier de vidéos ou d'images scabreuses de leurs actions. Cependant, l'impact émotionnel que suppose l'irruption du message de l'EI va contribuer encore plus à la polarisation de l'opinion publique face à la guerre syrienne. De son côté, le récit du conflit comme un défi terroriste du régime d'Al Assad est ainsi renforcé, et cela va aussi modifier la stratégie de communication de Damas. Le régime commence à octroyer des visas de presse pour informer depuis les zones sous contrôle gouvernemental et de grands médias occidentaux se résignent, lorsqu'ils ne s'y soumettent pas, à la censure et la narration d'Al Assad qui veut montrer au monde sa lutte contre l'EI. L'apparition du nouvel ennemi, avec son irruption à travers des attentats sur le sol européen, trace un changement dans la ligne éditoriale de certains médias beaucoup plus critiques vis-à-vis du régime de Damas au début de la guerre.

En 2011, Amnesty Internationale avait déclaré que le président Al Assad était un « déprédateur de la liberté de presse » en Syrie. En 2013, le groupe djihadiste Jabhat al Nosra, inclus dans la liste annuelle publiée par l'ONG, se joignait à lui, mais ses atrocités – qui continuent, Alep est témoin de la cruauté de ces groupes proches d'Al Qaida – ont été éclipsées par le nouveau « méchant » de la guerre syrienne. Les agendas politiques et médiatiques occidentaux se transformaient avec

chaque nouvelle avancée de l'EI, nourrissant une narration beaucoup plus aisée pour Washington et les grandes puissances européennes qui avaient tracé leur propre coalition de puissances régionales contre un ennemi commun. Cependant, sur le terrain, le *black-out* informatif a continué à constituer une réalité. Le seul véritable changement est que de nouveaux récits et sources intéressés participent dans la stratégie de manipulation de médias qui ont du moins été victimes, sinon partie, d'un abandon honteux.

Crédibilité des médias

La réduction des correspondants et des envoyés spéciaux mentionnée auparavant et l'impossibilité d'informer depuis la première ligne du conflit ont contribué à renforcer le discours officiel. Le Pentagone, le Département d'État, la Maison Blanche ou les ministères des Affaires étrangères de l'Union européenne sont devenus des sources d'information notoires dans un conflit où le premier défi consiste à tenter d'établir qu'est-ce qui se passe à l'intérieur de la Syrie.

Mais cette dépendance de sources imposées ne fait qu'approfondir la crédibilité déjà endommagée des médias.

Alors qu'il existe une tendance générale à se méfier des institutions, des médias traditionnels ou des experts, et que les narrations alternatives entrent en concurrence avec le discours officiel sur les réseaux sociaux, la guerre de Syrie a aussi remis en question la capacité des grands médias à s'ériger en tant que sources fiables d'information sur le conflit.

À la fin août 2013, la médiatrice du *New York Times*, Margaret Sullivan, se défendait dans une longue chronique face au nombre de plaintes de lecteurs indignés parce que son journal n'était pas assez critique ou sceptique face aux « tambours de guerre » qui sonnaient pour lors dans la politique américaine au sujet de la Syrie, après les informations sur des attaques chimiques contre la population civile ordonnées par le régime d'Al Assad. N'a-t-on rien appris des expériences passées ?, se demandait Sullivan. Le journal admettait que l'ombre de l'Irak se cernait sur certaines discussions éditoriales sur la position du *New York Times* et son engagement de ne pas juger pour bonnes toutes les informations qui leur arrivaient du gouvernement. Cependant, Sullivan reconnaissait que d'autres grands médias, comme *The Washington Post*, gardaient un ton beaucoup plus distant au sujet de la version officielle. Du moins *The New York Times* a publié une autocritique.

La guerre de Syrie est une guerre médiatisée, où la presse a tenté – avec toutes ses limitations et ses contradictions – d'exercer sa responsabilité de dénonciation des violences perpétrées, et son rôle d'interprète d'une réalité de plus en plus complexe. Le journalisme a mis en jeu sa vie et sa crédibilité. ■